



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 14 NOVEMBRE 1999

N° 272 PRIX 4 FF



SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

é d i t o r i a l

Page 2
Editorial

Page 3
- Côte d'Ivoire: non à la répression politique
- Sénégal: campagne à l'américaine

Page 4 à 6
- Tchad: Elf et Shell, vers un retrait du projet pétrolier?
- Assassinat politique d'un journaliste gênant

Page 7
Immigration: chasse aux sans-papiers sur ordonnance

Page 8
Tanzanie: mort de Julius Nyérére

ABONNEMENT
FRANCE:

1 an: 85 FF
Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants.

ETRANGER :
Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux.

ADRESSE :

DUFEAL-COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 -CLICHY Cedex

COTE D'IVOIRE

**UN CONFLIT FONCIER
QUI SE TRANSFORME EN
VIOLENCE INTER-ETHNIQUE**

Depuis le 5 novembre, de violents affrontements ont lieu à Tabou, dans la région du Bas-Sassandra, vers la frontière avec le Libéria. Il s'agit d'un conflit foncier entre des chasseurs Kroumen et des paysans burkinabé installés dans cette région depuis fort longtemps. Il y aurait déjà eu 2 morts. Les ressortissants burkinabé sont obligés de fuir cette région. Leurs maisons et leurs récoltes de cacao ont été brûlées. La plupart ont tout perdu. Plus de 2 000 d'entre eux sont déjà partis se réfugier au Burkina Faso qui se trouve à plusieurs centaines de kilomètres de là. Leur nombre serait en augmentation.

Interrogé sur cette violence, le ministre de l'intérieur s'est contenté de dire qu'il s'agit d'une "psychose" et qu'il ne peut "empêcher les gens de partir". Selon lui il n'y a pas de problème puisque les forces de l'ordre sont sur place.

Voilà comment le gouvernement traite les problèmes graves qui surviennent pourtant fréquemment dans plusieurs régions. Tout se passe comme s'il encourageait les "autochtones" à s'en prendre aux populations que la presse a l'habitude de désigner comme des "allogènes". Comme si les premiers avaient raison et tous les torts sont pour les seconds.

Ces affrontements sont à mettre en parallèle avec la campagne que mène actuellement le pouvoir contre Ouattara en lui niant sa nationalité ivoirienne et en mettant l'accent sur son origine burkinabé.

Quand les dirigeants jouent avec l'ethnisme, il ne faut pas s'étonner ensuite que les conflits fonciers qui pourraient être relativement faciles à régler se transforment en violence à coloration ethnique. C'est en cela que ceux qui dirigent ce pays sont des véritables criminels. Ils sont prêts à entraîner les populations vers des guerres ethniques pour garder le pouvoir et continuer à piller les caisses de l'Etat.

COTE D'IVOIRE**NON A LA REPRESSION POLITIQUE!**

Après un simulacre de procès, les juges à la solde de Bédié ont finalement décidé de punir sévèrement les dirigeants du RDR (Rassemblement des Républicains) arrêtés injustement depuis le 27 octobre dernier. Au terme de ce procès, 11 d'entre eux sont condamnés à deux ans de prison ferme ajoutés d'une amende de plusieurs centaines de milliers de francs CFA. Cinq autres ont écopé d'une année de prison ferme. Seuls quatre sur les vingt arrêtés ont été relaxés.

Ceux qui sont actuellement au pouvoir ont pris un malin plaisir à rappeler aux dirigeants du RDR qu'en février 1992, alors que Ouattara était premier ministre d'Houphouët, c'est au nom de cette même loi "anti-casseurs" qu'il avait alors emprisonné Laurent Gbagbo, à la suite d'une manifestation contre le pouvoir. Toujours est-il que le dirigeant du FPI n'a pas du tout mobilisé son parti pour venir au secours des partisans du RDR qui sont pourtant ses "alliés", appartenant au même "front républicain". Il s'est tout juste contenté de dire que cette loi est mauvaise et qu'il faudrait l'abroger.

Visiblement ceux qui ont pris la décision de réprimer sévèrement les dirigeants du RDR savaient que leurs alliés temporaires du FPI n'allaient pas descendre dans la rue pour protester contre le pouvoir. C'est pour cela que Bédié a décidé

de frapper fort dans un premier temps quitte à accorder ultérieurement une grâce présidentielle à ses adversaires politiques du moment.

Bien évidemment, même s'il y a actuellement une bagarre entre Bédié et Ouattara, fondamentalement ils sont tous les deux des ennemis déclarés des travailleurs. Ils sont des serviteurs patentés des exploiters et de leur système économique qui réduit la majorité à la misère. Quant à Gbagbo, même s'il n'a pas encore goûté au pouvoir, il n'aspire qu'à cela pourvu qu'on l'invite à la table. Son attitude pondérée dans l'arrestation des partisans de Ouattara est certainement un gage de plus en direction de Bédié pour une éventuelle négociation en vue d'une "ouverture" du pouvoir à une partie de l'opposition. Tout se passe comme si Gbagbo avait mis deux fers au chaud. D'un côté c'est le "front républicain" avec Ouattara, et de l'autre, il fait les yeux doux à Bédié. D'un tel "opposant", les travailleurs n'ont rien à attendre car si demain il arrivait au pouvoir, il n'agirait pas différemment de Ouattara ou de Bédié.

La répression que mène actuellement le pouvoir contre les dirigeants du RDR est arbitraire et nous ne pouvons que nous associer à tous ceux qui sont indignés contre ce genre atteintes aux droits et libertés élémentaires.

SENEGAL**CAMPAGNE A L'AMERICAINE**

Abdoulaye Wade, dirigeant du Parti Démocratique Sénégalais (PDS), est rentré à Dakar le 27 octobre à grands coups de trompette après être resté en France pendant un an. Il a fait une rentrée triomphale et a tout fait pour que cela ressemble

plutôt à une campagne électorale à l'américaine.

Il a pris un avion privé pour atterrir en plein après-midi; en plus il a embarqué avec lui des journalistes pour couvrir ce retour.

Arrivé à Dakar le regroupement de l'opposition CA 2000 (Coalition Alternance 2000) auquel il fait partie lui a préparé un accueil digne d'un futur président.

En effet pour les élections présidentielles de février 2000 A. Wade est le candidat du regroupement de huit organisations de l'opposition parmi lesquelles, outre son parti, le PDS, il y a entre autres, And Jëf/PADS de Landing Savané, la Ligue Démocratique/MPT de A. Bathily et le Parti de l'Indépendance et du Travail de Amath Dansokho.

Il faut une alternative. C'est le mot d'ordre clé de la campagne électorale. Car le bilan du Parti Socialiste d'Abdou Diouf qui règne sur le Sénégal depuis quarante ans est catastrophique pour la population et le pays. L'opposition CA 2000 dit qu'elle a "un programme de Transition d'un an avec des réformes démocratiques. Ce programme n'est ni de droite, ni de gauche. Il est patriotique..."

Nul ne conteste que la situation au Sénégal est catastrophique pour la majorité de la population. Mais pour l'instant Wade et son regroupement ne disent rien sur le contenu de ce programme. Tout ce que Wade et CA 2000 disent, c'est que Abdou Diouf va perdre les élections, c'est fini pour lui.

En plus Wade dit, ainsi que ses

partisans, que lors de son séjour en France il n'a pas perdu son temps. Il a rencontré les dirigeants des grands pays occidentaux comme la France, l'Allemagne etc. pour avoir leur soutien. En fait il a tenu à être crédible auprès des impérialistes qui dirigent le monde, qui oppriment les populations pauvres des pays d'Afrique et du Tiers Monde.

D'ailleurs à son arrivée à Dakar, Wade est fier de recevoir au siège de son Parti la visite des ambassadeurs de France et des Etats-Unis. En fait cela prouve seulement que les impérialistes sont prêts à soutenir aussi bien Wade que Diouf, pourvu que le calme règne au Sénégal, que les intérêts des capitalistes soient protégés. Et tout dirigeant qui s'oppose à leurs intérêts, ils savent qu'ils ont les moyens de l'écarter de gré ou de force. Ils se sont accommodés avec Abdou Diouf jusqu'aujourd'hui, ils sont capables de changer de partenaire et accepter l'homme qui soit en mesure de garder la situation dans le calme et de mater toutes oppositions qui s'attaquent à leurs intérêts.

Dans cette situation les travailleurs des villes et des campagnes ne doivent pas espérer qu'un tel candidat puisse défendre leurs intérêts. Ils doivent compter sur eux-mêmes, sur leur volonté de s'organiser et de se défendre par la lutte.

TCHAD

SHELL ET ELF, VERS UN RETRAIT DEFINITIF DU PROJET PETROLE?

Les deux groupes pétroliers Elf et Shell se sont attiré les foudres du gouvernement tchadien en annonçant le 8 novembre dernier leur volonté de se retirer "progressivement" du projet pétrole. Selon ces deux compagnies qui participent à 17,30% (Elf) et à 34,60% (Shell) au projet pétrolier

du Tchad, la rentabilité du chantier n'est pas à la hauteur de leur attente. A moins d'un rebondissement, elles préféreraient se retirer pour se concentrer sur d'autres sites jugés plus rentables comme au Gabon ou en Angola. Seul le groupe américain Exxon (40%) demeure en liste.

Cette explication est évidemment loin de satisfaire les dirigeants tchadiens qui attendent impatiemment de profiter de la manne pétrolière. Certains avaient déjà touché des commissions. Alors, ils sont surtout déçus, à travers Elf, de l'attitude de la France. Le porte-parole du gouvernement tchadien n'a pas hésité à qualifier de "lâchage" l'attitude de Paris tandis que le journal pro-gouvernemental "Le Progrès" parle d'"un coup de poignard dans le dos". En somme, pour N'Djaména, ce retrait annoncé d'Elf est interprété comme un geste de défiance directement adressé au dictateur Déby.

Aux dernières nouvelles, le gouvernement a organisé le 16 novembre, une importante manifestation -on parle de 10 000 personnes- hostile à la France. Des manifestants ont même brûlé publiquement plusieurs drapeaux français.

La colère de ces dirigeants s'explique par le fait qu'ils risquent de rater une bonne occasion de s'enrichir, si Shell et Elf confirment leur retrait et que cela retarde de plusieurs années l'exploitation du pétrole tchadien. Le président Déby a déjà personnellement mis en place une équipe de gestion restreinte composée essentiellement des membres de sa famille et des gens de son clan. Certains ont même bénéficié des bourses pour des études ou stages à l'étranger. Alors si l'on diffère l'exploitation du brut prévu pour l'an 2001, tout son échafaudage pourrait peut-être s'écrouler sans qu'il ne profite des retombées pétrolières.

Nous ne savons pas les véritables raisons que cache le retrait annoncé des deux compagnies pétrolières. Mais ce que nous savons, c'est qu'il y a pas mal de groupes de pression (des ONG et syndicats notamment) qui ne sont pas d'accord pour que le pétrole soit exploité dans n'importe quelle condition. Pour justifier leur

opposition, les uns évoquent la destruction massive de l'environnement et les autres le manque de transparence dans la gestion. Ces associations, appuyées par des organisations écologiques et autres à l'extérieur, ont réussi à obliger le gouvernement et les compagnies pétrolières concernées à revoir plusieurs fois la copie de leur projet. De plus, il existe de nombreux foyers de tensions, y compris dans la région où se trouve le pétrole à exploiter. Mais c'est surtout dans le Nord du Tchad que se développe une rébellion importante qui vient d'ailleurs d'annoncer une victoire sur une colonne de la garde présidentielle de Déby.

A cette situation d'insécurité, généralisée par les coupeurs de route, s'ajoute une situation économique et sociale catastrophique. Les faibles ressources économiques du pays sont mises en coupe réglée, les quelques rares sociétés para-publiques sont pillées et mises en faillite, les aides extérieures systématiquement détournées, etc. Les petites gens survivent comme elles peuvent grâce au petit commerce de tout genre appelé "débrouillardise" dans le secteur informel.

Dans une telle situation, l'insécurité se nourrit en permanence de la misère. Elle est en effet entretenue par certaines autorités elles-mêmes qui y trouvent leur compte et par certains militaires démobilisés ou tout simplement restés longtemps sans salaires et qui vivent sur le dos de la population, comme une plaie sur le corps.

L'instabilité du pays ne laisse non seulement rien présager de bon, mais les dirigeants irresponsables et vénaux ne semblent pas capables de ramener le calme et la stabilité dont les investisseurs ont besoin. Ceci n'est certainement pas étranger à l'intention de Shell et Elf de ne pas prendre de risques pour l'exploitation du pétrole au Tchad.

TCHAD

ASSASSINAT POLITIQUE D'UN JOURNALISTE GENANT

Néhémie Bénoudjita, directeur de publication de l'hebdomadaire "Le Temps" qu'il a fondé il y a bientôt 5 ans, est décédé en septembre dernier. Beaucoup de gens pensent qu'il a été empoisonné par le régime. Et ils n'ont peut-être par tort.



Néhémie Bénoudjita

C'était d'abord des provocations diverses. Par exemple plusieurs fois l'électricité était coupée juste sur le secteur où se trouvait le journal. Ensuite des tracasseries administratives: charges inconsidérées, plaintes en diffamation diverses... Puis ce furent les menaces verbales ou écrites. On lui envoyait même des

fax à son bureau pour le menacer de mort.

A tel point que Néhémie ne dormait jamais au même endroit. Malgré ces menaces, il avait tenu tête aux dirigeants, jusqu'à sa fin. Le régime a vraisemblablement choisi la manière douce pour l'éliminer. Car on se rappelle que la tuerie par balles de Béhidi, président de la Ligue tchadienne des droits de l'homme il y a quelques années avait soulevé de vives protestations de la population. Une très grande manifestation spontanée avait failli déstabiliser la dictature de Idriss Déby. Les autorités avaient la frousse.

Alors cette fois, il n'est pas impossible que le régime ait jugé prudent de procéder autrement pour supprimer un élément gênant en la personne de Néhémie. Celui-ci ne ménageait pas le gouvernement. En effet il dénonçait systématiquement dans les colonnes de son journal les injustices, les assassinats politiques, les détournements de fonds...

Bien sûr Néhémie était un lutteur. Sa lutte se situait surtout sur le terrain démocratique: plus de liberté et de justice sociale dans le cadre du système capitaliste qu'il ne remettait pas fondamentalement en cause.

Cependant, jusqu'à un certain point, son combat rejoint celui de la masse des travailleurs et des paysans pauvres qui, pour leur émancipation, ont besoin des libertés démocratiques pour s'organiser et lutter.

IMMIGRATION**CHASSE AUX SANS-PAPIERS
SUR ORDONNANCE**

Dans une circulaire datée du 11 octobre dernier, mais envoyée il n'y a pas longtemps aux préfets, Jean-Pierre Chevènement a demandé à ceux-ci de multiplier les contrôles afin de procéder à des rafles et à des expulsions massives des sans-papiers.

**Une manifestation des sans-papiers**

Après avoir refusé la régularisation de 63.000 sans-papiers, les condamnant ainsi à une vie clandestine insupportable, le ministre de l'Intérieur veut accélérer la procédure pour les expulsions et augmenter considérablement leur nombre afin de faire plaisir à la droite et à l'extrême-droite ainsi qu'à leur électorat réactionnaire.

Il faudra donc s'attendre à des contrôles systématiques et humiliants dans des quartiers où il y a un nombre important de travailleurs immigrés ou dans des lieux qu'ils fréquentent. Et la circulaire adressée aux préfets le dit d'ailleurs clairement: "vous appellerez aux services de police et

de gendarmerie la nécessité d'effectuer des vérifications répétées dans les endroits qu'ils vous auront indiqués comme étant ceux où se concentrent les irréguliers".

Le gouvernement Jospin est donc décidé à traquer les sans-papiers, à les arrêter et à les expulser massivement. Pourtant c'est le même Jospin qui leur avait promis lors des législatives de 1997 de régulariser leur situation. Mais ce n'est pas seulement sur le problème des immigrés que ce gouvernement ne tient pas ses promesses. C'est toute sa politique qui est la même que celle de la droite, comme le montrent d'un côté ses attaques incessantes contre tous les travailleurs et de l'autre ses multiples cadeaux aux patrons.

La situation faite aux sans-papiers était déjà révoltante avant la circulaire de Chevènement. C'est pourquoi il y a eu par exemple une grève de certains d'entre eux qui a récemment pris fin. Pour obliger le préfet de Saint-Denis à tenir sa promesse consistant à régulariser 49 de leurs camarades, ils ont en effet fait une occupation de l'ancienne Trésorerie de la Seine-Saint-Denis qui a duré 39 jours et pour six d'entre eux, une grève de la faim qui a duré 38 jours.

Avec la nouvelle circulaire qui rendra la situation des sans-papiers encore plus insupportable, il est possible que cela puisse renforcer la détermination de ceux d'entre eux qui ont choisi de se battre. Un large soutien aux sans-papiers et une pression toujours plus forte sont nécessaires pour obliger le gouvernement à céder et à leur accorder ce droit élémentaire de pouvoir travailler et vivre.

TANZANIE**MORT DE JULIUS NYERERE**

Julius Nyéréré, premier président de la Tanzanie, est mort le 14 octobre dernier à Londres à l'âge de 77 ans. Il avait fait des études en Grande-Bretagne, puis à l'université de Kampala, en Ouganda alors colonie britannique avant d'obtenir un poste d'enseignant dans son pays natal.

Dès le début des années 50, il faisait partie des intellectuels de cette partie d'Afrique qui tentaient de se regrouper contre les injustices entretenues par le système colonial. Au lendemain de la



Julius Nyéréré

deuxième guerre mondiale, une vague de luttes pour la dignité et l'indépendance déferla dans de nombreux territoires coloniaux. En Asie, l'Inde et l'Indochine furent secouées par la vague. La Chine, bien que n'étant pas juridiquement un territoire colonial, connut une grande révolution en 1949. Le continent africain n'échappa pas à la vague. De l'Algérie à Madagascar, les populations se révoltaient contre le colonialisme. Nasser, cet officier égyptien devenu chef d'Etat, faisait figure de leader du "non-alignement" en engageant un jeu

d'équilibre entre l'URSS et les puissances occidentales.

Cette effervescence ne manquait pas d'influencer ce jeune intellectuel qu'était Nyéréré. Il fut membre du TAA, un parti nationaliste modéré qui deviendra la TANU (Tanganyika African Union) dont il sera le président en 1954. Les colonialistes britanniques et français se rendent à l'évidence qu'il ne leur était plus possible de continuer leur domination sous la forme coloniale directe. D'ailleurs la nouvelle puissance victorieuse, les USA, ne possédait pas de territoire colonial et se déclarait plutôt favorable à la mise en place de régimes dits de "self-government". C'est dans ce contexte que la TANU emporte une victoire écrasante aux élections de 1960. Nyéréré devient premier ministre à la fin de cette année avant de devenir président du Tanganyika indépendant un an plus tard.

Nyéréré se démit de ses fonctions de chef d'Etat durant quelques mois. A la tête de la TANU il réussit à se faire élire triomphalement président de la République en décembre 1962. Deux ans plus tard, le Tanganyika et la République de Zanzibar seront unifiés pour donner naissance à la Tanzanie dont le "Mwalimu" (maître) sera le dirigeant jusqu'en 1985, date à laquelle il se retira volontairement de son poste de président.

Aux yeux d'une partie des intellectuels africains de toute son époque, Nyéréré incarnait une voie originale pour le développement économique et politique du continent, une sorte de "socialisme africain" dans le but de devenir autosuffisant du point de vue alimentaire. Le régime de parti unique qu'il mit en place avec l'accord tacite des grandes

puissances, tenta l'expérience des "villages ujumaa", des sortes de communautés rurales. Il dut reconnaître quelques années plus tard que ce ne fut pas un grand succès. La Tanzanie ne fut devenue ni socialiste ni autosuffisante.

Nyéréré n'a pas mis en cause les intérêts des puissances d'argent en l'occurrence britanniques. Il espérait simplement qu'une partie un peu plus grande des richesses revienne au pays. Ce fut un échec car les capitaux se sont enfuis. Une partie s'investit au Kenya voisin où le régime de Jomo Kenyatta ouvertement pro-occidental offrait des garanties meilleures. D'année en année le pays s'appauvriissait et cela malgré les déclarations rassurantes de Nyéréré à l'égard des puissances d'argent et des bailleurs de fonds tels que le FMI.

Depuis les indépendances le continent africain a connu un éventail varié de formes de régimes. Il y a eu les régimes ouvertement fantoches et corrompus mis en place par les colonialistes ; il y a eu des régimes se revendiquant du nationalisme radical avec une phraséologie dite "révolutionnaire" ou "progressiste", ou "anti-impérialiste". Il y a eu des régimes se disant "non-alignés" dirigés par des "sages" comme Nyéréré. Puis entre toutes ces formes, il y a eu des régimes intermédiaires de toute

sorte. Mais toutes ces tentatives se sont révélées être des impasses que les populations pauvres ont payées et continuent de payer d'un lourd tribut.

Le système impérialiste qui domine la planète est tellement abject qu'il n'offre aucune perspective de développement pour les pays qu'il n'a cessé d'appauvrir. D'année en année le continent africain bascule dans le sous-développement chronique et dans une misère sans fin. La misère et la souffrance sont devenues tellement insupportables qu'elles suscitent des mouvements de révolte un peu partout. Mais les classes dominantes, africaines ou pas, réussissent à récupérer cette colère et à la détourner vers une lutte fratricide qui dresse les peuples les uns contre les autres.

Il est urgent que se constituent et se développent sur le continent des organisations se plaçant résolument sur le terrain de la lutte contre le capitalisme, sur le terrain de la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme. En Afrique comme ailleurs, il n'y a pas de voie de développement tant que les exploités capitalistes ne seront pas mis hors d'état de nuire par l'organisation et la mobilisation des travailleurs partout dans le monde.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.